

Chapitre I – L’archipel avant la vitrine

Un pays immense, fragmenté, difficile à résumer

L’Indonésie n’est pas un pays que l’on résume. Elle se défend mal contre les phrases trop courtes.

Sur une carte, elle ressemble à une dispersion. Une succession d’îles, de mers intérieures, de détroits, de volcans, de forêts, de villes saturées, de littoraux, de villages, de ports et de périphéries que le mot « nation » tente de tenir ensemble. L’Indonésie compte plus de 17 000 îles et rassemble plus de 300 groupes ethniques selon la présentation institutionnelle de la Banque mondiale. Elle est aussi l’un des pays les plus peuplés du monde. Dire cela ne suffit pas à comprendre l’archipel, mais cela empêche déjà de le traiter comme une carte postale étendue.

Un pays de cette taille ne fonctionne pas comme un décor homogène. Java n’est pas la Papouasie. Bali n’est pas Aceh. Kalimantan n’est pas Sulawesi. Les Moluques ne sont pas Jakarta. Les langues, les mémoires, les hiérarchies locales, les appartenances religieuses, les rapports à l’État, les formes de domination et les blessures historiques changent d’un territoire à l’autre. L’Indonésie officielle parle d’unité. Le terrain, lui, parle plus souvent de distances.

La première erreur consiste donc à confondre l’Indonésie avec ce qu’elle montre le mieux. La deuxième consiste à croire que sa diversité suffit à prouver son pluralisme. Un pays peut être divers sans être égalitaire. Il peut contenir des centaines de mondes locaux et n’en écouter vraiment qu’une poignée. Il peut célébrer les costumes, les danses, les cuisines, les rites, les langues, les visages, tout en exigeant que certaines voix restent décoratives. Le folklore est souvent la forme la moins dangereuse de la différence. Une différence qui chante, danse et vend des billets d’avion inquiète moins qu’une différence qui revendique des terres, une mémoire, une autonomie ou une justice.

L’Indonésie est souvent présentée comme une réussite de coexistence. Ce n’est pas entièrement faux. Le pays tient. Il tient malgré son immensité, malgré ses fractures, malgré ses violences passées, malgré ses tensions religieuses, malgré ses inégalités territoriales. Mais tenir n’est pas forcément respirer. Une structure peut rester debout parce qu’elle est solide, ou parce que ceux qui vivent dedans ont appris à ne pas trop bouger.

La question n’est donc pas seulement : comment l’Indonésie reste-t-elle unie ? La question la plus intéressante est plus inconfortable : que faut-il taire pour que cette unité paraisse naturelle ?

L’État indonésien a construit une partie de sa légitimité sur la nécessité de maintenir ensemble un archipel immense. Cette nécessité n’est pas imaginaire. Elle répond à un vrai défi

historique, géographique et politique. Mais tout défi peut devenir un prétexte. L'unité peut servir

à protéger un pays contre l'éclatement. Elle peut aussi servir à discipliner ceux qui demandent trop fort pourquoi cette unité bénéficie davantage au centre qu'aux marges.

C'est dans cet espace ambigu que commence ce livre : entre une diversité réelle et une unité surveillée. Entre la richesse d'un archipel et la violence douce d'un récit national qui préfère parfois l'harmonie officielle aux conflits visibles. L'Indonésie n'est pas un bloc. C'est une construction. Et comme toutes les constructions politiques, elle possède une façade, des fondations, des pièces fermées, des couloirs réservés, et quelques fissures que l'on maquille avec une patience administrative admirable. Le plâtre national a toujours eu bon dos.

Java comme centre politique et imaginaire national

Pour comprendre l'Indonésie, il faut commencer par Java. Non parce que Java résumerait le pays, mais parce que Java pèse sur lui.

L'île concentre une part considérable de la population indonésienne. Les résultats du recensement de 2020 indiquaient que Java, qui représente environ 7 % du territoire indonésien, abritait 151,6 millions de personnes, soit 56,1 % de la population nationale. Ce déséquilibre n'est pas seulement démographique. Il structure la politique, l'économie, les infrastructures, les médias, l'imaginaire national et la manière même dont l'archipel se raconte.

Jakarta, longtemps capitale politique et nerveuse du pays, est située sur Java. Les grands partis, les principaux centres économiques, une large partie des réseaux administratifs, médiatiques et universitaires se sont organisés autour de cette centralité. Même quand l'État parle au nom de tout l'archipel, sa voix vient souvent du centre javanais. Elle peut prendre un ton national, mais elle porte rarement un accent neutre.

Cette centralité crée un problème classique dans les États très vastes : le centre finit par se prendre pour la norme. Ce qui vient de lui paraît moderne, administratif, rationnel, national. Ce qui vient des marges est plus facilement décrit comme local, tribal, périphérique, émotionnel ou retardataire. On ne le dit pas toujours aussi brutalement. Les administrations modernes savent mettre des gants. Mais l'effet est là : certains territoires deviennent producteurs d'identité nationale ; d'autres deviennent fournisseurs de ressources, d'images, de folklore ou de problèmes sécuritaires.

Java n'est pas responsable à elle seule de toutes les dominations indonésiennes. Ce serait trop simple, donc faux. Les rapports de pouvoir traversent aussi Java elle-même : classes sociales, corruption, pression religieuse, urbanisation, précarité, inégalités, violences policières, clientélisme. Mais Java occupe une position que les autres îles n'occupent pas. Elle fonctionne

comme le centre de gravité du pays. Et dans un archipel, le centre de gravité peut devenir une force d'écrasement.

Cette domination n'est pas seulement matérielle. Elle est narrative. L'histoire nationale est souvent racontée depuis les trajectoires, les héros, les conflits et les institutions qui ont compté

pour le centre. Les marges sont intégrées au récit quand elles confirment l'unité du pays, quand elles enrichissent la diversité officielle, quand elles donnent de belles images aux cérémonies nationales. Elles deviennent plus gênantes quand elles rappellent que l'unité a parfois été obtenue par la contrainte, l'administration, l'armée, la migration dirigée, l'exploitation ou l'effacement.

C'est ici que l'expression « imaginaire national » devient utile. Un pays ne se contente pas d'administrer un territoire. Il fabrique une idée de lui-même. Il choisit ses symboles, ses héros, ses dates, ses cartes mentales, ses mots de ralliement. Dans le cas indonésien, l'idée nationale doit résoudre une équation redoutable : faire croire à une continuité évidente là où l'histoire, la géographie et les intérêts locaux produisent sans cesse de la discontinuité.

Cette équation peut être noble. Elle peut empêcher la fragmentation violente. Elle peut créer une langue commune, des institutions communes, des protections communes. Mais elle devient dangereuse quand elle exige que l'archipel se regarde à travers les yeux du centre. À partir de là, l'unité cesse d'être un pacte. Elle devient une consigne.

La devise d'unité face aux fractures réelles

La devise indonésienne, *Bhinneka Tunggal Ika*, est généralement traduite par « Unité dans la diversité ». Elle est inscrite dans l'article 36A de la Constitution indonésienne, qui associe l'emblème national, le Garuda Pancasila, à cette formule. Sur le papier, l'idée est puissante : reconnaître la pluralité sans renoncer à l'unité politique.

Il serait facile de traiter cette devise comme une simple façade. Ce serait insuffisant. *Bhinneka Tunggal Ika* répond à une vraie nécessité historique. L'Indonésie ne pouvait pas devenir une nation moderne en niant son hétérogénéité. Elle avait besoin d'un principe capable de donner une forme commune à des réalités locales extrêmement différentes. Sans récit d'unité, l'archipel aurait pu devenir un champ permanent de séparations, de rivalités et de guerres internes. L'unité, dans ce contexte, n'est pas un gadget idéologique. C'est une architecture de survie.

Mais une architecture peut protéger ou enfermer. Tout dépend de qui détient les clés.

Le problème commence lorsque « l'unité dans la diversité » cesse de reconnaître les différences pour les administrer. La diversité devient alors acceptable tant qu'elle ne conteste pas l'ordre national. Elle est célébrée lorsqu'elle produit des symboles, des costumes, des festivals, des cuisines, des chants, des images utiles à l'idée d'un pays harmonieux. Elle devient

suspecte lorsqu'elle prend la forme d'une revendication politique, d'une mémoire alternative, d'une demande d'autonomie, d'une critique de l'armée, d'un refus de l'exploitation économique ou d'une plainte contre les hiérarchies religieuses et sociales.

La devise peut donc fonctionner de deux manières. Dans sa version généreuse, elle rappelle qu'un pays n'a pas besoin d'être uniforme pour être commun. Dans sa version autoritaire, elle sous-entend que toute différence doit finir par servir l'unité telle que le centre la définit. La

nuance paraît mince. Elle ne l'est pas. Entre « nous vivons ensemble malgré nos différences » et « tes différences sont tolérées tant qu'elles ne dérangent pas notre récit », il y a toute la distance entre le pluralisme et la domestication.

Les fractures réelles ne disparaissent pas parce qu'une devise les surplombe. Elles peuvent même devenir plus difficiles à nommer lorsque le langage officiel insiste trop sur l'harmonie. Comment parler de discriminations quand le pays se présente comme l'exemple même de la coexistence ? Comment parler de militarisation quand l'État affirme protéger l'unité ? Comment parler de minorités sous pression quand la diversité est déjà inscrite dans les symboles nationaux ? Comment parler de territoires marginalisés quand toute critique territoriale peut être suspectée de fragiliser la nation ?

Le récit officiel crée alors une forme de piège. Celui qui dénonce une fracture est accusé de la produire. Celui qui nomme une domination est soupçonné de menacer l'unité. Celui qui rappelle une mémoire enterrée devient perturbateur. C'est très pratique. Avec ce mécanisme, le problème n'est plus la violence ; le problème devient celui qui refuse de l'appeler harmonie.

Cette logique n'est pas propre à l'Indonésie. Beaucoup d'États adorent la diversité quand elle ne demande rien. Le multiculturalisme de vitrine est une vieille technique : on expose les couleurs, on neutralise les conflits, on photographie les traditions, on évite les questions de pouvoir. L'Indonésie n'a pas inventé cette méthode. Elle en offre simplement une version particulièrement sophistiquée, parce que l'échelle du pays rend le discours d'unité à la fois nécessaire et potentiellement étouffant.

La devise nationale reste donc un point d'entrée essentiel. Elle n'est pas un mensonge en soi. Elle est un champ de bataille. Tout dépend de ce qu'elle autorise à dire. Une unité qui supporte la vérité peut devenir un projet commun. Une unité qui exige le silence devient une discipline.

Ce que l'État appelle harmonie quand il exige le silence

L'harmonie est un mot dangereux parce qu'il a bonne réputation.

Il évoque l'équilibre, la paix sociale, la retenue, la coexistence, la maturité politique. Personne ne se lève spontanément contre l'harmonie. Elle a l'air propre, raisonnable, presque thérapeutique. Elle entre dans les discours officiels sans faire de bruit, comme une invitée bien

élevée. Pourtant, dans certains contextes, l'harmonie ne désigne pas l'absence de violence. Elle désigne l'absence de conflit visible. Ce n'est pas la même chose.

Un pays peut paraître harmonieux parce que ses tensions sont réellement négociées. Il peut aussi paraître harmonieux parce que les plus vulnérables ont appris le coût de la parole. Dans le premier cas, l'harmonie repose sur des droits. Dans le second, elle repose sur la prudence. L'une produit du commun. L'autre produit de l'autocensure avec un sourire de cérémonie.

En Indonésie, l'idée d'harmonie est profondément liée au récit de stabilité nationale. Elle permet de présenter l'ordre existant comme une condition de coexistence. Face à un archipel

immense, face à des différences religieuses, ethniques, linguistiques et territoriales, l'État peut toujours dire : attention, trop de conflit menace l'unité. Ce raisonnement n'est pas entièrement absurde. Les sociétés fragmentées peuvent effectivement basculer dans la violence. Mais le risque devient politique quand il sert à disqualifier toute critique comme menace potentielle.

À partir de là, les mots changent de fonction. Une revendication devient trouble. Une mémoire devient provocation. Une enquête devient atteinte à l'image du pays. Une protestation locale devient séparatisme latent. Une critique religieuse devient blasphème ou offense morale. Une demande de justice devient retour dangereux vers le passé. Le vocabulaire de l'harmonie sert alors à repeindre le silence en responsabilité.

Cette mécanique est d'autant plus efficace qu'elle ne ressemble pas toujours à une répression frontale. Elle passe par les institutions, mais aussi par les familles, les écoles, les communautés, les réseaux sociaux, les normes morales, les administrations locales, les notables, les autorités religieuses, les voisins. Le pouvoir n'a pas besoin d'être partout si chacun apprend à prévoir ce qu'il vaut mieux éviter. Un système vraiment efficace ne bâillonne pas seulement les bouches. Il installe une petite douane dans les esprits.

Le silence n'est pas uniforme. Il ne touche pas tout le monde de la même manière. Les élites urbaines peuvent parfois critiquer certains aspects du système, tant qu'elles ne franchissent pas les lignes les plus sensibles. Les minorités religieuses, les militants papous, les défenseurs de l'environnement, les familles liées à la mémoire de 1965, les personnes LGBTQ+, les communautés déplacées par des projets extractifs ou les femmes qui contestent trop frontalement l'ordre moral ne disposent pas de la même marge. La liberté existe, mais elle n'a pas le même prix selon l'adresse, le nom, la région, la religion, le réseau et la capacité à survivre aux représailles.

C'est cette inégalité de la parole qui révèle la nature du pluralisme. Un pays n'est pas pluraliste parce qu'il contient plusieurs identités. Il l'est si ces identités peuvent contester, témoigner, transmettre, demander réparation et participer au récit commun sans être réduites au rôle de menace. Sinon, la diversité n'est qu'une collection d'objets culturels sous surveillance.

L'Indonésie contemporaine doit être lue à partir de cette tension. Elle n'est pas une dictature fermée où toute expression serait impossible. Elle n'est pas non plus le modèle simple de démocratie pluraliste que certains récits extérieurs aiment célébrer. Elle se situe dans une zone plus trouble, plus moderne, plus vendable : assez ouverte pour être fréquentable, assez contrôlée pour maintenir certaines limites, assez diverse pour être admirée, assez hiérarchisée pour que tout le monde ne parle pas avec la même autorité.

L'harmonie, dans ce cadre, devient un test. Quand elle protège la coexistence, elle permet aux différences de durer. Quand elle sert à éviter les vérités, elle devient un anesthésiant politique. Et un anesthésiant, par définition, ne guérit rien. Il permet seulement de continuer l'opération sans entendre les cris.

Ce premier chapitre pose donc le décor réel : non pas l'Indonésie des brochures, mais l'Indonésie comme construction politique immense, fragile, dense, inégale, tenue par une devise magnifique et par des rapports de force beaucoup moins photogéniques. Avant de parler de mémoire coloniale, de 1965, de militarisation, de religion, de Papouasie, d'extraction ou de tourisme, il faut comprendre cela : l'archipel n'est pas seulement un territoire. C'est un récit disputé.

Et dans un récit disputé, le premier pouvoir appartient toujours à celui qui décide ce qui sera appelé unité, et ce qui sera traité comme menace.

Ce qui est réel L'Indonésie est un pays d'une diversité considérable, territoriale, linguistique, religieuse, ethnique et historique. Cette diversité n'est pas une invention de brochure. Elle constitue l'une des réalités fondamentales de l'archipel. Mais elle ne garantit pas automatiquement l'égalité entre les territoires, les groupes et les mémoires.

Ce qui est fantasmé Le fantasme consiste à croire que la diversité visible prouve l'harmonie politique. Une cérémonie, un costume, une langue locale ou une tradition religieuse montrée dans un cadre officiel ne disent pas encore si les personnes concernées ont réellement accès au pouvoir, à la protection, à la mémoire et à la parole.

Ce qui est rentable L'image d'un pays immense mais stable, divers mais uni, religieux mais modéré, complexe mais gouvernable, rassure les investisseurs, les diplomates, les touristes et les partenaires internationaux. La diversité devient alors un argument de vente. La stabilité devient une garantie. Les fractures, elles, restent hors champ.

Ce qu'il faut vérifier localement Il faut toujours vérifier de quelle Indonésie on parle. Java, Bali, Aceh, Kalimantan, Sulawesi, les Moluques ou la Papouasie n'obéissent pas aux mêmes réalités sociales et politiques. Une observation valable dans une région peut devenir trompeuse ailleurs. Généraliser depuis Bali ou Jakarta revient souvent à confondre le hall d'entrée avec la maison entière.

La ligne rouge Critiquer le récit national indonésien ne signifie pas nier l'existence d'un peuple, mépriser une culture ou réduire l'archipel à ses violences. La ligne rouge est là : ne jamais transformer l'analyse des structures de pouvoir en caricature d'un pays. Mais ne jamais laisser non plus l'amour de la complexité servir d'alibi au silence.